



Cabinet du Maire

Briançon, le 6 avril 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Crise migratoire : les maires frontaliers font front commun et plaident en faveur d'une réponse à l'échelle européenne

Dans un contexte de sécurisation et de fermeture des frontières européennes, les maires italiens Francesco Avato (Bardonecchia), Paolo De Marchis (Oulx), Franco Capra (Clavière) et les maires français Jean-Claude Raffin (Modane), Jean-Louis Chevalier (Névache) et Gérard Fromm (Briançon) étaient réunis ce vendredi 6 avril 2018 en mairie de Bardonecchia pour réaffirmer leur volonté de poursuivre leur travail et leur réflexion commune afin de dégager des solutions concrètes à la crise migratoire.

Après avoir réaffirmés les liens d'amitié, de fraternité et de coopération qui unissent leurs communes, les maires frontaliers présents ont fait état de leur objectif commun de construire une réponse humanitaire et politique au drame des migrants. Ils souhaitent unir leurs efforts afin d'éviter qu'une intensification des flux migratoires par les cols à la fonte des neiges n'entraîne des phénomènes de concentration de ces populations.

Même si la question de l'accueil des migrants ne se pose pas de la même manière des deux côtés de la frontière, il s'agit d'un problème commun qui appelle des réponses communes entre l'Italie et la France. Le travail de dissuasion mené côté italien a ainsi permis d'éviter que les passages de migrants vers la France ne soient encore plus importants cet hiver.

Francesco Avato a mis en avant la politique d'accueil mise en place par les autorités italiennes et l'implication importante du Préfet de Turin qui aide et accompagne les communes de la vallée de Suse notamment en favorisant la répartition des réfugiés sur les différentes communes de sorte à faciliter l'intégration des personnes accueillies et éviter des phénomènes de concentration qui peuvent conduire au rejet des populations locales.

L'aide de l'Etat italien se traduit aussi par le financement de postes de médiateurs culturels à Bardonecchia et à Oulx dont le rôle consiste à informer,

sensibiliser et dissuader les migrants espérant gagner la France toute voisine, de franchir la frontière en leur rappelant leurs droits et les risques qu'ils encourent.

Les élus haut-alpins ont exprimé le souhait d'une harmonisation et d'une réciprocité des efforts engagés par l'Etat italien en termes d'accueil. Ils appellent notamment de leurs vœux une rencontre entre les deux préfets.

Ce travail transfrontalier mené localement par quelques maires, témoins de la réalité des migrations, se veut être la démonstration de l'existence concrète de l'Europe.

Les maires italiens et français ont rappelé assumer toute leur part dans l'accueil d'urgence liées aux migrations. Les maires estiment être responsables de la sécurité sur leur commune y compris pour ceux qui les traversent. Pour autant, ils considèrent que des solutions durables ne pourront être trouvées que par un travail bilatéral entre les Etats Français et Italiens et une gestion européenne de la crise migratoire. L'exemplarité des politiques d'accueil menées localement doivent selon eux servir de modèle et inciter les autorités à s'emparer du problème. La crise migratoire, qui s'impose à nous et qui est appelée à s'intensifier à l'avenir, ne se réglera pas à l'échelle des communes et territoires concernés mais seulement à l'échelle européenne. L'Etat et les institutions européennes gagneraient par conséquent à écouter davantage les territoires qui vivent cela au quotidien.

Gérard Fromm a rappelé que la crise de l'accueil des exilés est d'abord et avant tout une crise de l'Union Européenne qui engendre une montée des populismes dans de nombreux Etats membres. L'Italie subit de plein fouet l'absence de réponse européenne et les politiques des Etats membres voisins qui ne font rien pour faciliter les flux de migrations appelés à perdurer.

Les réalités et difficultés que nous vivons depuis plusieurs mois des deux côtés de la frontière mettent en lumière les lacunes du système européen d'immigration et appellent une réponse à plusieurs niveaux de la part de l'Union Européenne.

Que font les institutions européennes pour résoudre la crise migratoire, venir en aide aux réfugiés et aux migrants qui arrivent en Europe ? Quelles sont les responsabilités de chaque institution européenne et celles des Etats membres ? Quels rôles pour les pouvoirs locaux et la société civile ?

Où en est la réforme du "système de Dublin" visant la création d'un système européen commun d'asile ? Quelle solidarité européenne face aux migrations ? Quid des migrants ne pouvant prétendre à la protection des réfugiés ? Où en est la protection des mineurs non accompagnés ?

Autant de questions qui seront abordées à l'occasion d'un débat-citoyen organisé par le parlement européen à Briançon le 18 juin prochain en présence notamment de Sylvie GUILLAUME, députée européenne française et vice-présidente du Parlement européen, et de Laura FERRARA, députée européenne italienne. Le premier magistrat de Briançon a profité de l'occasion pour convier ses homologues français et italiens à ce débat.

